

Les OGM : une aide empoisonnée

ÉRIC CHAURETTE

« Nous subissons une forte pression aujourd'hui de la part des pays développés et des multinationales pour qu'on adopte les OGM. Ce n'est pas une demande des paysans », déclarait Ibrahima Coulibaly, leader paysan malien, devant le Comité sénatorial permanent des Affaires étrangères du Canada examinant les problèmes de pauvreté en Afrique. Il faisait partie d'une délégation de neuf scientifiques et leaders paysans de pays du Sud, venus au Canada, en mars 2005, pour dénoncer le rôle des pays du Nord, dont le Canada, qui promeuvent les cultures génétiquement modifiées dans leur pays respectif. En effet, sous couvert d'aide internationale, on voit poindre une nouvelle stratégie pour promouvoir les OGM. Sous des leitmotivs d'harmonisation et de renforcement des capacités, l'aide internationale en arrive à déposséder les pays de leur souveraineté alimentaire. Il s'agit moins d'aide que d'un moyen pour l'industrie de la biotechnologie agricole de s'assurer ainsi de nouveaux marchés pour ses produits et ses services.

En même temps que les OGM, on introduit une logique mercantile néolibérale. Les paysannes et les paysans autonomes deviennent des clients. Les semences, qui étaient autrefois un patrimoine à maintenir, à partager et à échanger librement, deviennent la propriété individuelle d'une multinationale. Les paysans qui les cultivent doivent maintenant payer un droit d'utilisation. Les conserver la saison suivante devient illégal.

Selon M. Coulibaly : « Les OGM représentent un danger énorme pour nous parce que nous n'avons aucun moyen de préserver notre diversité biologique agricole autrement qu'en la mettant en culture année après année. Nous allons perdre toute cette diversité biologique si nous allons vers une technologie pour laquelle nous n'avons aucune maîtrise. En outre, ces biotechnologies, notamment le coton transgénique, sont brevetées par des multinationales et risquent d'augmenter énormément le coût de production de nos exploitations agricoles. »

En 2003, le Canada annonçait un financement de 30 millions \$, administré par l'ACDI, pour la construction du Centre des biosciences pour l'Afrique Centrale et de l'Est (BECA), à Nairobi, au Kenya. Ce centre viserait à « mettre à la disposition de chercheurs africains les technologies et les sciences de pointe afin de développer des produits qui mettront fin aux problèmes africains ». Il

représente un nouveau tournant pour l'ACDI : un appui direct au développement des capacités de pays du Sud pour produire des organismes génétiquement modifiés.

Le simple fait d'établir un centre de recherche et de développement de biotechnologies amènera assurément des essais en champs de plantes transgéniques, ce qui représente un danger important de contamination du patrimoine génétique du pays hôte, sans parler d'autres effets pervers. Mais le mandat de BECA ne se limite pas à la recherche, il comporte aussi un volet de développement de politiques. Il pourrait être facilement utilisé pour inciter les pays à se doter de lois de protection de la propriété intellectuelle favorables aux entreprises multinationales, à l'encontre du droit des collectivités paysannes sur leurs propres ressources génétiques.

Parallèlement, la Banque mondiale qui, avec le Fonds monétaire international, a fragilisé les économies majoritairement agraires des pays du Sud par ses programmes d'ajustements structurels, s'appête à se lancer dans une nouvelle aventure en Afrique : le projet régional sur la biosécurité en Afrique de l'Ouest. Le projet vise à « mettre en œuvre un cadre de biosécurité pour les essais en champs, en milieu confiné et pour la commercialisation des plantes transgéniques et des produits dérivés en commençant par le coton » et ciblerait le Bénin, le Burkina Faso, le Mali, le Sénégal et le Togo.

À travers le monde, cet assaut sur l'agriculture paysanne a généré des mouvements de résistance importants. En Afrique de l'Ouest, la Coalition pour la protection du patrimoine génétique africain, regroupant neuf pays et des centaines d'organisations paysannes, fait pression sur leurs gouvernements pour contrer, entre autres, les forces de lobbying de la USAID pour introduire le coton transgénique. En Inde, dans l'État d'Andhra Pradesh, paysans et scientifiques collaborent pour étudier et diffuser les impacts accablants de l'introduction du coton Bt sur l'économie paysanne, l'environnement et la santé, pour une prise de conscience des dangers associés aux OGM.

Le sous-développement et les disettes qui affectent les pays du Sud – dont les causes sont à chercher du côté des structures politiques et socio-économiques plutôt que de la production agricole – ne seront pas résolus par les semences transgéniques. Avant de s'aventurer dans le renforcement des capacités des pays du Sud en matière de biotechnologie agricole, nous devrions plutôt poser un regard critique sur la raison d'être des OGM dans l'agriculture et forcer le débat public sur le rôle de cette technologie dans l'agriculture et, plus récemment, dans l'aide au développement.

L'auteur est agent
de recherche
à Interpares